

15 juin 2006

La démarche du Collectif Québec-Plus Démocratie **Un prolongement des ambiguïtés citoyennes de Québec solidaire**



« *Nous sommes tous et toutes des citoyens et des citoyennes égaux en droit* » semblent dire les signataires pluri-partidaires du Collectif Québec-Plus Démocratie dont une membre de la Coordination nationale de Québec solidaire. Oui, peut-être, encore faudrait-il le demander aux victimes de certificats de sécurité du gouvernement canadien, aux réfugiés en attente du verdict d'Immigration Canada sans droit d'appel, aux invisibles sans papiers et même aux dits Indiens inscrits sous la tutelle de la loi des Indiens. C'est un peu comme dans Québec solidaire où tous les membres sont égaux en droit sauf ceux qui sont suspendus suite à des dénonciations par des personnes non identifiées pour des faits et dires qu'ils ne connaissent pas.

Cependant, comme le dit la sagesse populaire, il y en a qui sont plus égaux que les autres. Feu Kenneth Thompson, canadien multi milliardaire et neuvième personne la plus riche au monde selon Forbes, était l'un de ceux-là. On peut penser à certaines éminentes familles québécoises dont les Bombardier qui sortent à la pelle leurs profits du Québec tout en demandant des concessions à leurs employés, ou bien les Péladeau, sauf leur pauvre sœur, qui congédient leurs pressiers en grève que le mouvement ouvrier laisse tomber et qui sont en voie d'acquérir une réputation anti-syndicale mondiale.

Pour faire un peu abstrait, il y a cette poignée de citoyens et de quelques citoyennes « décideurs » par la vertu de la propriété des moyens de production ici et ailleurs... plus des non citoyens québécois détenteurs d'importants moyens de production d'ici. Le contraste est d'ailleurs frappant entre les non citoyens d'en bas, force de travail sur-exploitée, et ceux d'en haut, monopole vampirisant de travail mort. Et puis il y a les autres qui gagnent leur vie à la sueur de leur front et de leurs neurones, ici et ailleurs. Bien sûr, les flux de revenus discrétionnaires passant essentiellement entre les mains des détenteurs de capitaux, ces messieurs s'achètent des chevaliers servants peuplant les partis, les appareils étatiques, les monopoles médiatiques et les institutions de savoir.

Et il reste bien quelques poignées de dollars pour envenimer les contradictions sur le marché du travail entre les genres et les nationalités.

Les très minoritaires capitalistes-décideurs, craignant comme la peste l'unité militante de ceux d'en bas, en deviennent des fanatiques du statu quo institutionnel qui, au Canada, s'appelle le fédéralisme. Rappelons-nous comment la campagne référendaire de 1995 avait soudain mis à nue les rapports de classe « qu'on ne saurait voir » dicit la commentatrice Lysiane Gagnon. Mieux vaut pour ces messieurs le nationalisme péquisant de la grande famille assiégée si commode pour institutionnaliser la concertation sociale permettant d'aggraver sans riposte taux d'exploitation et oppressions de toutes sortes afin de durcir les divisions sociales. Mais voilà que le PQ ne paraît plus en mesure de recoller les pots cassés une fois passée l'ouragan Libéral des règlements de compte et des privatisations.

« Que faire ? » se disent les anti-Lénine. Le Devoir, comptant sur le catalyseur Lucien Bouchard et anticipant, trop vite sans doute, la fin du PQ, propose la formule du pré carré des binômes centre-gauche / centre-droite et fédéraliste / souverainiste : Québec solidaire style NPD souverainiste, ADQ-Équipe Bouchard style Union nationale autonomiste, Libéraux style... Libéraux, Verts style girouette gauche-droite. Une telle formule, qu'une proportionnelle tronquée favoriserait, remplirait le spectre politique politiquement acceptable en y ajoutant des composantes sociale-libérale et écologique-libérale.

Toutefois, il y a loin de la coupe aux lèvres. La gauche péquiste avale de travers l'école privée et le « bon gouvernement » mais ne remet pas en cause l'alliance souverainiste qu'est le PQ. Elle ne le fera pas à moins d'une crise économique profonde — rappelons-nous que le Canada connaît une croissance prolongée la plus longue depuis 1945 et une des meilleures de l'OCDE — qui remette en question l'orientation politique de ses assises dans l'aristocratie syndicale ou/et de sérieux déboires électoraux péquistes. Pour ce qui est de Lucien Bouchard, il lui faudra un plateau d'argent et même une cuillère d'or dans la bouche pour bouger. Quant à Québec solidaire, le cours social libéral de sa direction rencontre heureusement de sérieuses résistances à la base comme l'a montré son dernier Conseil national lui enjoignant de retourner dans la rue.

C'est le moment qu'a choisi le facilitateur Québec-Plus Démocratie. Comme la recette du Devoir implique un brassage général de tous les partis à l'exception du parti officiel de la bourgeoisie, on est allé chercher des ingrédients partout, sauf chez les Libéraux, y compris dans la société civile citoyenne qui servira de liant. On brasse vigoureusement le tout à coups de démocratie participative. En sortira, on l'espère, non pas un impossible gâteau uniforme auquel seuls les naïfs croient — et les signataires partidaires n'en sont pas — mais un gâteau étagé avec une ample base d'un beau bleu sur laquelle se superposera une mince couche verte puis un étage supérieur d'une épaisseur à définir et d'une couleur douteuse mais avec une teinte de rose.

La fibre idéologique qu'exploite cyniquement Québec-Plus Démocratie est la bourrasque citoyenne issue du courant majoritaire du courant altermondialiste qui pense refaire le monde grâce à un retour aux déclarations de droit et autres chartes sans égard à la dictature des transnationales soutenues par les gouvernement impérialistes, guerriers et sécuritaires, qui savent fort bien contourner ces belles déclarations. On en retrouve d'ailleurs un échantillon dans la Déclaration de Québec solidaire qui remplit le vide de son programme inexistant :

« La question nationale n'appartient pas à un seul parti politique, ni même à l'Assemblée nationale. Elle appartient à toute la population du Québec. C'est pourquoi notre parti propose que le débat sur l'avenir du Québec se fasse au moyen d'une vaste démarche de démocratie participative. Toute la population pourra ainsi se prononcer sur des changements politiques et constitutionnels, de même que sur les valeurs qui y seront associées. [...] Le temps des politiciens sauveurs et des recettes miracles est révolu. Les solutions aux problèmes émergeront dans de nouveaux espaces de délibération et de participation où les citoyennes et les citoyens pourront pleinement s'impliquer et détenir un réel pouvoir. »

Finalement, la formule de Québec-Plus Démocratie n'est rien d'autre qu'un prolongement de la formule de Québec solidaire, peut-être au référendum près, que l'on retrouve d'ailleurs presque telle quelle dans la plaquette « Bien commun recherché » de la porte-parole de ce parti. Même la formule de l'Assemblée constituante de l'ancienne UFP n'y échappe pas à moins d'être étroitement articulée à une mobilisation large et profonde de l'ensemble des mouvements syndical et populaire pour un programme d'urgence sociale qui soit une claire rupture antinéolibérale. Dans une société très majoritairement salariée, cette mobilisation signifie aller vers la grève générale publique-privée tous et toutes ensemble vers laquelle nous étions en marche de la Marche des femmes de l'an 2000 à décembre 2005.

Étant donné la présente léthargie du mouvement social et national suite aux profondes défaites sans combat des syndicats du secteur public et de l'après référendum avec la loi dite de la clarté, il appartient à un Québec solidaire antinéolibéral de proposer ce programme d'urgence sociale dans la rue et dans les urnes en toute autonomie vis-à-vis les partis néolibéraux, PQ et Vert compris. Ainsi cette Assemblée débouchera-t-elle sur une dynamique d'un Québec solidaire et indépendant. Autrement, ce sera un gâteau peu ragoûtant à trois étages sur un plateau... d'Argent avec ou sans Assemblée constituante.

Marc Bonhomme, 15 juin 2006